

Initiatives ministérielles

les gens au travail, mais aussi d'une compétitivité accrue à longue échéance.

Cela devrait plaire aux gens d'en face parce qu'ils ont maintenant un nouvel autel où ils font leurs dévotions: la compétitivité. Ils font même venir des gens d'Harvard. Ils leur donnent un million de dollars pour publier tout ce que disons depuis des années.

Maintenant, tous ces comités de la prospérité ont été établis. Ils les font se déplacer dans tout le pays à un coût de 15 millions de dollars. Ils ont des petites pauses-café pour entendre la même chose. Ils lavent leur linge sale et boivent leur café et ils recommencent indéfiniment. Ne me demandez pas de passer derrière eux après qu'ils l'ont bu.

Au lieu de faire ce genre de choses constructives, nous passons notre temps à débattre du projet de loi C-21 qui dit: «Voyez, nous allons intervenir. Nous allons être récompensés et voyez comme nous sommes des enfants modèles au gouvernement.»

Ce n'est qu'une tromperie. Nous ne devrions pas perdre notre temps à nous occuper de ce genre de sottise.

Quelles sont les autres choses dont notre pays a vraiment besoin pour nous mettre dans la position d'agir, quand la reprise se produira, quand on sonnera le clairon et que la cavalerie dévalera la colline pour sauver l'économie, sauf s'assurer que notre infrastructure est en place au niveau municipal? Nous avons besoin d'une main-d'œuvre qualifiée. Tout ce que fait le gouvernement, c'est de parler de formation.

Il a éliminé le Conseil des sciences du Canada. Or, s'il existait un organisme capable d'évaluer où en est la formation scientifique et technique, c'était bien celui-ci. Disparu! Le gouvernement ne veut pas entendre des choses qui ne lui plaisent pas. Il devrait plutôt réfléchir et consacrer des fonds à la formation des Canadiens de façon à mieux les équiper pour leur permettre de faire face à une économie en mutation. Ce n'est pas ce qu'il a fait; il ne veut pas en entendre parler. Or, nous voulons en parler et nous allons le faire, encore et encore.

Il y a aussi la question des programmes sociaux. Je crois, contrairement aux conservateurs qui ont une idée bien fixe sur la question, que les programmes sociaux permettent aux gens de notre pays d'être plus compétitifs. C'est un avantage, certainement sur le plan de la concurrence.

Je vais vous raconter quelque chose. Alors que j'étais membre du comité des consommateurs et des sociétés, nous nous étions rendus à Washington pour examiner les

taux d'intérêt exigés sur les cartes de crédit. Là-bas, j'ai parlé à un homme qui servait à déjeuner, un travailleur. «Êtes-vous protégé par une assurance-maladie?», lui ai-je demandé. «Non, m'a-t-il dit, je n'en ai pas les moyens.» Une assurance-maladie aux États-Unis coûte aux alentours de 350 \$ par mois. «Je ne peux me permettre de payer 350 \$ par mois», a ajouté ce travailleur. Je lui ai demandé, car je veux maintenant prouver l'effet psychologique que crée cet état de choses, si cela l'inquiétait. «Constamment, m'a-t-il dit, quand je suis au travail et quand je n'y suis pas, car si jamais il m'arrivait un accident ou si jamais je tombais malade, je serais complètement ruiné.»

Une voix: Et ses enfants?

M. Rodriguez: Il s'agissait d'un célibataire. Comment quelqu'un dont le travail exige de l'attention peut-il se faire du souci à propos de protection en matière de santé et de soins de santé, et pouvoir rester productif dans l'accomplissement de ses tâches?

Il me semble que l'un des avantages de notre programme, comme de chacun de ces programmes, qu'il s'agisse de pensions de vieillesse, des allocations familiales ou de l'assurance-chômage, c'est qu'ils sont tous conçus pour assurer la protection des citoyens.

Il faut voir ces programmes pour ce qu'ils sont. Ils représentent un avantage en matière de compétitivité et non seulement une protection des Canadiens. Au lieu de les soutenir et de les renforcer, le gouvernement s'acharne à les détruire. J'ai une crainte, une crainte réelle, et les prochaines élections ne viendront jamais assez tôt, car le gouvernement est en voie de détruire le régime public d'assurance-maladie. Je tiens à le dire aux Canadiens.

Il suffit de voir ce que fait Don Getty en Alberta et ce qui arrive au programme d'assurance-maladie dans cette province pour comprendre que les conservateurs vont extrapoler leur politique du palier national et la répandre d'un bout à l'autre du pays.

Nous avons le spectre des libéraux. Nous avons vu un libéral dire au Nouveau-Brunswick que nous n'avons peut-être plus les moyens de nous permettre le principe d'universalité du régime d'assurance-maladie. Le gouvernement libéral du Québec cherche à introduire des frais d'utilisation. Les libéraux ne sont pas plus attachés que les conservateurs au principe d'universalité des programmes sociaux. Ne nous faisons pas d'illusions.

Mes craintes sont bien fondées, car nous les avons vus à l'oeuvre. Nous l'avons constaté dans le cas des allocations familiales. Ils s'y sont essayés dès leur arrivée au pouvoir en voulant désindexer les pensions de vieillesse. Ils ont voulu récupérer les pensions de vieillesse et ils font